

# Le cannabis au Canada : un curieux mélange des genres

**L**e lucratif marché du cannabis au Canada suscite de nouvelles vocations. Dans un pays où, en 2017, 4,9 millions de personnes auraient dépensé environ 5,7 milliards de dollars canadiens (3,8 milliards d'euros) en cannabis, d'anciens politiques y ont vu l'opportunité d'une nouvelle carrière.

Chuck Rifici, ancien trésorier du Parti libéral canadien (PLC) lors de l'élection de Justin Trudeau, est président de Cannabis Wheaton Income Corp. Il fut l'un des fondateurs du plus gros producteur canadien et mondial, Canopy Growth. Ce dernier est présidé par Mark Zekulin, un ancien conseiller du ministre libéral des finances de l'Ontario. Citons aussi Herb Dhaliwal, ancien ministre du gouvernement de Jean Chrétien, aujourd'hui président de National Green BioMed, un producteur de Colombie-Britannique, ou bien encore l'ancien directeur national du PLC, Adam Miron, directeur d'Hydrothecary.

D'anciens hauts fonctionnaires de Santé Canada, l'organisme fédéral qui accorde les permis de production, travaillent aussi pour l'industrie du cannabis. L'ancien chercheur Thomas Shipley, par exemple, est directeur au contrôle de la qualité chez Canopy. A Hydrothecary, le service à la clientèle est géré par Max Cyr, qui supervisait le dossier cannabis à Santé Canada. D'autres, comme Brian Wagner et Ivan Vrana, sont consultants pour cette industrie, après avoir participé à l'encadrement de la marijuana...

Pour assurer la sécurité de leurs installations, plusieurs producteurs ont embauché d'anciens policiers. Tels l'ancien grand patron de la gendarmerie royale du Canada, Norman Inkster, directeur chez Mettrum, et Timothy Humberstone, un ancien de la lutte antidrogue devenu le directeur d'ABCann.

Certains investissements font mauvais genre. Selon *Le Journal de Montréal*, au moins 165 millions de dollars canadiens en provenance de paradis fiscaux ont été investis dans des firmes de production du cannabis. Ces deux dernières années, 35 des 86 producteurs autorisés par Santé Canada ont bénéficié d'un financement offshore. ■

OLIVIER MOUGEOT (QUÉBEC, CORRESPONDANCE)